

La Silicon Valley vise la conquête intégrale de la vie

Par Ivan Best et Sylvain Rolland | 18/02/2017,

8:58 | 2871 mots



(Crédits : DR) Grâce aux développements sans cesse accélérés de l'intelligence artificielle, les Gafa sont à l'origine d'une marchandisation de la vie et du dessaisissement de la décision humaine, affirme le philosophe Éric Sadin, auteur d'un essai au vitriol contre la Silicon Valley et son rêve transhumaniste : « La silicolonisation du monde ». Propos recueillis par Ivan Best et Sylvain Rolland

LA TRIBUNE - Vous dénoncez dans votre ouvrage la « silicolonisation » du monde par les grandes entreprises numériques américaines. Que voulez-vous dire exactement ?

ÉRIC SADIN - Les grandes entreprises de la Silicon Valley, c'est-à-dire les Google, Apple, Amazon, Facebook, Netflix, Uber et consorts, ne sont pas seulement des empires tentaculaires qui engrangent des milliards de dollars de chiffre d'affaires par an. Ces entreprises sont engagées dans ce que je nomme « la conquête intégrale de la vie ». Leurs services sont utilisés quotidiennement par des milliards d'individus. Leur modèle, celui de l'économie de la donnée et des plateformes, vise à capter des données relatives à un nombre sans cesse étendu de nos gestes, entendant coller de façon toujours plus continue à nos existences.

Désormais, la Silicon Valley représente l'horizon entrepreneurial et économique de notre temps. Alors, tout le monde veut se l'approprier. Les chercheurs, les cercles de réflexion, les industriels s'y convertissent. Les gouvernements l'envisagent comme la panacée à toutes les difficultés économiques et ne pensent qu'à faire éclore des « Silicon valley locales » partout, grâce aux startups et aux incubateurs. C'est la course à l'innovation, c'est le règne du startuppeur visionnaire et de l'autoentrepreneur libéré. Mais ce qu'il faut saisir, c'est qu'au-delà d'un modèle économique, un modèle civilisationnel est en train de s'instaurer, fondé sur une marchandisation à terme intégrale de la vie, et une organisation algorithmique des sociétés.

Comment ?

Grâce à l'avènement des capteurs de toutes sortes, des objets connectés et de l'intelligence artificielle. Nous vivons l'avènement des objets connectés, qui s'immiscent partout jusque dans nos maisons et nos voitures. Grâce à eux, il est désormais possible de collecter un nombre sans cesse croissant de données portant sur toutes les phases de la vie. Les plateformes qui détiennent ces informations suggèrent en retour quantité de produits en fonction du traitement de ces données. Dans le livre, je prends l'exemple du miroir intelligent de Microsoft, capable d'interpréter l'état de fatigue, les expressions du visage, pour proposer des crèmes réparatrices voire des séjours à la montagne. C'est une manière d'anticiper en permanence, de rétroagir, et d'assister en continu les individus, par la formulation des meilleurs conseils supposés mais qui in fine ne visent qu'à satisfaire de seuls intérêts privés.

Nous dépassons le moment de la personnalisation de l'offre pour aller vers une « relation-client ininterrompue ». À l'aide de systèmes interprétant la plus grande variété de nos gestes et qui rétroagissent en temps réel en suggérant des services ou des produits supposés adaptés à chaque instant de notre quotidien. L'enjeu industriel consiste à s'adosser à tous les instants de la vie. Ce dans quoi s'engage particulièrement Google. C'est flagrant dans le champ de la santé. Le projet Calico de Google, c'est la volonté, grâce aux capacités de plateformisation de l'entreprise, d'entrer en relation avec tout le marché pharmaceutique.

À terme, Google veut créer, grâce aux capacités exponentielles des logiciels, ses propres solutions thérapeutiques, avec auto-diagnostic, en se dotant d'une compétence médicale. L'industrie du numérique opère actuellement une immixtion du régime privé dans la médecine, selon une mesure jamais vue historiquement.

Ne noircissez-vous pas quelque peu le tableau ? Les objets connectés sont loin d'être dans le quotidien de chacun. Et l'homme a toujours la possibilité de ne pas les adopter...

Vous avez raison, les objets connectés commencent seulement à se répandre, mais de façon extrêmement massive et rapide. C'est le cas de la maison connectée, par exemple, qui représente d'ores et déjà un énorme marché en émergence. Et qui fera de l'habitat une machine à témoigner de nos gestes jusqu'aux plus intimes. Il faut prendre très au sérieux la volonté de ces entreprises et des responsables de l'industrie numérique de se positionner sur le plus grand nombre de secteurs possibles. Les investissements dans les objets connectés, dans l'intelligence artificielle, dans la robotique, sont colossaux, à coups de milliards de dollars. Et ce sont toujours ces grandes entreprises de la Silicon Valley qui sont en première ligne.

Ce changement civilisationnel se fait d'une manière rapide mais subtile. Regardez Google. Jusqu'à l'an dernier, son cœur de métier était la recherche en ligne, pour vendre de la publicité. Et puis en août 2015, il change de nom pour devenir Alphabet. Ce recentrage acte ses ambitions. D'un coup, le moteur de recherche Google devient un service parmi d'autres, car le vrai business de Google, c'est l'industrie de la vie. Il est dans la cartographie, dans la domotique avec le rachat de Nest, il dépense des sommes énormes dans la recherche sur la voiture autonome, il développe des plateformes éducatives, il s'implique dans la robotique, dans la santé... Et ce n'est pas fini ! C'est un mouvement émergent, mais très puissant.

Quelles autres conséquences civilisationnelles percevez-vous dans l'essor du numérique ?

La quantification par les capteurs est en train de bouleverser le travail. Des systèmes en temps réel pour mesurer la performance des machines et des employés existent déjà. Dans l'industrie, on ne cesse de rechercher une extrême optimisation des cadences de production. L'action humaine est déterminée par des systèmes « intelligents » qui calculent en permanence la « mesure de performance du personnel » et dictent ce qu'il faut faire. Le géant américain de la distribution, Walmart, utilise un logiciel développé par IBM, baptisé *Retail Link*. Il permet à des robots de dialoguer entre eux. En fonction de la capacité des sous-traitants et de l'état de leurs stocks, ces robots imposent les cadences aux employés. Cela bafoue autant le droit du travail que la dignité humaine.

Il n'y a donc rien à sauver dans ce nouveau monde ?

Je ne nie pas que le numérique offre quantité d'avantages, comme réserver son train en une minute, pouvoir communiquer plus facilement, avoir accès à l'information. Mais nous sommes aveuglés par les bénéfices d'usages et nous ne nous soucions pas assez des conséquences potentiellement dévastatrices, particulièrement la marchandisation à terme intégrale de la vie et le dessaisissement de la décision humaine que vont entraîner les développements sans cesse accélérés de l'intelligence artificielle. Ce sont là des enjeux majeurs de notre temps, qui à mon sens ne font pas suffisamment l'objet de débats et de controverses publiques.

Vous parlez dans le livre de « technolibéralisme ». La silicolonisation du monde, c'est l'étape ultime du capitalisme ?

Tout à fait. Jusqu'à présent, le libéralisme rencontrait de la résistance, car il était difficile de monétiser l'intime.

Désormais, la technologie, grâce aux objets connectés, permet de franchir un nouveau seuil dans l'histoire du capitalisme, car il ne reste plus de séquences de vie rétives à une activité marchande. On peut mettre une puce connectée dans un lit et quantifier le sommeil. Ou dans la machine à laver pour lui faire commander automatiquement de la lessive sans que nous décidions de l'acte d'achat. Cela grâce au récent procédé Dash Button d'Amazon, par exemple. Nous allons vers un allègement ou une non-conscience de l'acte d'achat grâce au paiement sans contact ou au procédé de commande automatisée de produits.

Le technolibéralisme promu dans la Silicon Valley part de l'idée que Dieu n'a pas parachevé sa création, que l'homme est éminemment faillible et lacunaire, donc que l'avènement des technologies dites « de l'exponentiel » permettra de corriger cette faille. Mais dans les faits, ce sont des startuppeurs à peine sortis de l'adolescence qui créent un biberon connecté, tel Baby Gigl, pour dire aux parents comment nourrir leur bébé. Tout est à l'avenant : corriger nos supposés défauts originels et faire en sorte que des

systèmes nous dictent en toute occasion la meilleure décision à prendre. Nous entrons dans l'ère de l'assistanat algorithmique continu. Dont les visées sont quasi exclusivement commerciales.

De quand datez-vous cette volonté de la Silicon Valley de dominer le monde ? Car la baie de San Francisco incarne aussi depuis longtemps des valeurs d'ouverture, de tolérance, de liberté, de progrès social grâce aux nouvelles technologies...

C'est absolument vrai, j'en parle dans mon livre. Historiquement, la Californie porte une tradition contre-culturelle, à l'opposé de l'État fédéral. C'était le cas dans les années 1960 et 1970, mais cet esprit s'est perverti avec le temps. Il y a vingt ans, l'objectif de Google n'était pas de vouloir collecter le plus grand nombre de faits et gestes et de les monétiser. Quand Facebook s'est créé en 2004, il voulait simplement connecter les étudiants d'Harvard entre eux. Mais l'évolution des technologies, l'élargissement des possibles et la position dominante de ces entreprises les ont placées sur la voie de la conquête intégrale de la vie. La seule chose qu'il reste de l'idéologie originelle est l'idée de désintermédier la société. Mais le drame, c'est que cette aspiration légitime, ou non, de désintermédiation a vite été récupérée par l'économie des plateformes.

Cela se retrouve-t-il dans le libéralisme qui est aujourd'hui à la mode dans la Silicon Valley ?

Ce mouvement prospère sur l'idée de permettre à ces entreprises de se soustraire à toutes les règles au nom de la liberté absolue d'innover. Certains veulent même créer une île indépendante et soumise à aucune régulation au large du Pacifique. Quel paradoxe ! Les partisans du libéralisme refusent toute contrainte sur eux-mêmes, tout en créant des services destinés à régir la vie de milliards d'individus.

« *N'empêchez pas sur ma libre initiative, mais laissez-moi m'enrichir sur la liberté des autres...* », voilà leur posture.

La Silicon Valley, c'est le royaume du cynisme absolu. Le génie de cette idéologie est que, contrairement à la colonisation, la silicolonisation ne se vit pas comme une violence subie. Au contraire, elle est souhaitée par ceux qui s'y soumettent. Le bénéfice d'usage des services de Google, d'Amazon, d'Apple et consorts est si fort que les gens acceptent comme un moindre mal de donner à des entreprises leurs informations intimes et de les laisser instaurer une marchandisation toujours plus expansive de nos quotidiens. La Silicon Valley incarne une forme lumineuse du capitalisme, une mondialisation heureuse, elle se pare de vertus égalitaristes, glorifie le « *startuppeur visionnaire* », le « *collaborateur créatif* »... Son schéma économique et culturel devient l'étalon de mesure de la vitalité des pays, l'horizon indépassable de notre temps, alors qu'il vise à gérer des pans de plus en plus étendus de la société, et ce sans notre assentiment. C'est un paradoxe qui devrait nous interroger.

Mais en France et dans de nombreux pays, les dirigeants politiques ne sont pas très technophiles et peinent à penser la révolution numérique. Difficile de croire qu'ils adhèreraient à cette vision du monde...

Ils s'y soumettent sans saisir toute la portée des enjeux à l'oeuvre. En France, les fonds publics poussent au développement des startups, promeuvent la valorisation sociale du startuppeur et de l'autoentrepreneur indépendant qui, en fait, ne l'est pas tant que ça. L'idée que le numérique représente la croissance du futur s'est diffusée partout. Les politiques agissent avec le sentiment d'une urgence, ils ne veulent pas « *rater le train* » du numérique. Ils foncent la tête baissée sans percevoir l'ampleur des conséquences civilisationnelles. C'est une soumission coupable, à l'image de François Hollande donnant la Légion d'Honneur au président de Withings, qui s'est vendu à Nokia... Le contrat entre Microsoft et l'Éducation nationale relève d'un véritable scandale de la République. Le lobby industrialo-numérique a obtenu une place prépondérante dans un domaine régalién, l'Éducation nationale, sans avoir une quelconque légitimité. On imagine à tort, que la numérisation continue des pratiques éducatives va résoudre le marasme de l'école publique à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années. La vérité, c'est qu'il s'agit là d'un renoncement coupable.

Dans votre livre, vous dénoncez une « criminalité en sweat-shirt ». Vraiment ?

Dans le monde merveilleux des startups et de la Silicon Valley, tout est supposé être « *hypercool* ». Les modèles managériaux sont dits horizontaux, il y a des canapés et des tables de ping-pong dans les entreprises, le café à volonté, tout le monde se tutoie, des sushis bio sont offerts, le PDG est en tee-shirt et baskets et certains employés bénéficient de temps pour mener leurs propres recherches. Une fois de plus, Google est l'incarnation de cette philosophie. Mais c'est une façade. La pression horaire est très forte dans les startups, qui demandent aux employés de travailler bien au-delà du raisonnable. La startup est le nouveau mythe de notre temps. Les employés vivent finalement dans des conditions précaires, et les actions qui leur sont offertes ont une valeur hypothétique, vu que neuf startups sur dix échouent au bout de quelques années.

Mais ce n'est pas illégal...

Il serait tout de même temps d'aller voir ce qu'il se passe dans les startups. Quand on dépasse le temps de travail réglementaire de manière si éhontée, on n'est pas raccord avec la loi. Il faudrait examiner les conventions collectives, mais dans le monde merveilleux de la startup où tout le monde est copain, la convention collective est un gros mot car tout le monde travaille pour l'intérêt supérieur de l'innovation ! En outre, les Gafa et consorts ont aussi des armées d'avocats, de lobbyistes et de conseils qui organisent des montages savants leur permettant de se soustraire au fisc. Oui, les patrons de cette

industrie sont des criminels en col blanc. Ils méprisent le bien commun, façonnent la société selon leurs fantasmes, avec la seule volonté de s'enrichir, en se foutant totalement tous les principes qui nous constituent.

La France et l'Europe se saisissent aujourd'hui d'enjeux comme la protection des données personnelles et dénoncent les pratiques fiscales et anti-concurrentielles de certains géants du numérique. Est-ce un début de réaction ?

On suppose qu'une fois qu'on se soucie de la protection des données, notre rapport au monde numérique est maîtrisé. Que veut dire protéger les données ?

C'est établir un contrat entre les entreprises et les individus, favoriser un assentiment éclairé de la part des utilisateurs, et que l'entreprise s'engage à les sécuriser. Ce qu'on ne voit pas, c'est que plus il y aura protection des données, plus il y aura développement de l'économie de la donnée et des plateformes qui en tirent profit. Plus il y aura confiance dans l'économie numérique, plus ces plateformes prendront le pouvoir sur nos vies. C'est exactement ce que promet Günther H. Oettinger, le commissaire européen pour l'économie et la société numérique.

Nous sommes tous d'accord de nous soucier de notre vie privée, mais plus cela sera encadré, plus l'industrie de la vie pourra prendre son essor.

Ce dont il faut se soucier, ce n'est pas tant de protection des données personnelles - même si cela renvoie à des enjeux très importants, notamment en termes de surveillance par les États -, mais c'est de savoir si nous voulons entrer, ou pas, dans cette civilisation de marchandisation intégrale de la vie et d'organisation algorithmique de la société.

Que proposez-vous, alors ?

J'appelle déjà au refus d'achat d'objets connectés. En tout cas, ceux qui violent l'intégrité humaine. Si nous ne faisons rien, alors nous verrons émerger dans les dix ans à venir une industrie du numérique qui collera sans cesse à nos vies.

Voulons-nous être continuellement assistés et bénéficier d'un supposé confort continu dans tous les pans de nos quotidiens ? A contrario, nous pouvons nous mobiliser, dire « trop c'est trop ». Nous devons affirmer qu'il y a des choses que nous ne voulons pas parce que cela porte atteinte à notre dignité, parce que cela transforme l'être humain en un objet strictement marchand, et parce que cela viole certains de nos principes fondamentaux : le libre arbitre, notre autonomie de jugement et notre droit à agir selon notre conscience.

Il faut se poser la question : dans quelle société voulons-nous vivre ? Il faut en finir avec la fascination technologique, arrêter de faire la queue des nuits entières dans le froid devant l'Apple Store par exemple, comme des idiots, et entrer dans l'âge de la maturité individuelle et collective. Il est non seulement grand temps, mais cela relève, à mon sens, d'une urgence civilisationnelle.

Propos recueillis par Ivan Best et Sylvain Rolland

Eric Sadin est l'auteur de La Silicolonisation du monde - L'Irrésistible expansion du libéralisme numérique. Éditions L'Échappée, 2016, 291 pages, 17 euros.